



Andrej Babiš, l'oligarque de l'agrochimie devenu Premier ministre tchèque

Milliardaires d'Europe

Par [Jakub Patočka](#) et [Zuzana Vlasatá](#)

Mondialisation.ca, 27 février 2020

[Observatoire des multinationales / ENCO](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#), [Transnationales](#)

Andrej Babiš, le chef du gouvernement tchèque est aussi le deuxième citoyen le plus riche du pays et grand patron de l'agrochimie. Il a construit sa fortune en avalant des entreprises les unes après les autres, avec l'aide de subventions européennes.

Les plus riches concentrent toujours plus de richesses entre leurs mains tandis que les inégalités s'accroissent. L'Observatoire des multinationales regarde ce qui se cache derrière les légendes dorées des milliardaires européens. Comment ont-ils construit leur fortune ? Quelle est leur influence sur la politique ? Les journalistes tchèques Zuzana Vlasatá et Jakub Patočka, du journal Deník Referendum, nous font le récit de l'ascension d'Andrej Babiš, parti d'une entreprise agricole juste après la chute du rideau de fer pour arriver à la tête du gouvernement tchèque en 2017.

Comme pour la plupart des super-riches qui ont émergé dans les pays européens post-communistes, l'ascension d'Andrej Babiš a commencé avant les révolutions démocratiques de 1989. Sous l'ère soviétique, il avait obtenu un emploi tout à fait inhabituel pour cette époque : celui d'expert commercial stationné au Maroc, chargé d'acquérir des marchandises stratégiques pour l'industrie agrochimique tchécoslovaque, qui était elle-même essentielle pour l'ensemble du bloc soviétique.

Quand arrive la Révolution de Velours en Tchécoslovaquie, Babiš est encore au Maroc. Il rentre vite au pays, prêt à créer sa propre entreprise, Agrofert, filiale de son premier employeur, la société chimique slovaque Petrimex. Il devient très vite l'un des hommes d'affaires les plus prospères des deux républiques de l'ancienne Tchécoslovaquie (République tchèque et Slovaquie, constituées en 1993).

Une richesse construite par des prises de contrôle hostiles

Avec Agrofert, il profite de sa position de grand fournisseur d'engrais pour le secteur agricole et se développe en acquérant des coopératives et d'anciennes entreprises d'État agricoles. Il diversifie son portefeuille en achetant diverses entreprises dans les secteurs de la chimie et de la transformation des aliments. À partir de 2009, Agrofert est dans une situation de quasi-monopole sur de nombreux produits agricoles.

Andrej Babiš aime à se présenter comme un *self-made man* qui a construit son empire économique à partir de rien, uniquement grâce à son talent personnel, son éthique du

travail et sa créativité. Mais une enquête à grande échelle que nous avons menée après son entrée en politique raconte une toute autre histoire [1]. Une histoire de richesse construite par des prises de contrôle hostiles, une aspiration systémique des subventions, des allégements fiscaux et des incitations publiques.

2010 : tremblement de terre dans la politique tchèque

Tout cela est passé relativement inaperçu jusqu'à ce que le paysage politique tchèque se transforme complètement avec les élections de 2010. Andrej Babiš ne faisait alors pas partie des cas les plus spectaculaires d'hommes d'affaires qui avaient bâti des fortunes dans les eaux troubles des privatisations sauvages et mal gérées des années 1990. Au milieu des dizaines d'histoires d'hommes d'affaires pillant le pays - les coûts de la transformation économique bâclée de la République tchèque sont estimés à des dizaines de milliards d'euros -, il n'était pas parmi les pires.

Depuis l'effondrement du bloc soviétique, le paysage politique tchèque s'est consolidé autour des deux grands partis, le Parti démocratique civique, conservateur, et le Parti social démocrate, de centre gauche. Babiš avait des alliés dans les deux. Mais, de plus en plus, la population a commencé à constater que ces deux grands partis ne représentaient pas vraiment les intérêts des citoyens, ni même des gens qui avaient voté pour eux. Václav Havel, président de la République tchèque de 1993 à 2003, parlait du nouveau système comme d'un « *capitalisme mafieux* ».

Aux élections de 2010, au lieu de la victoire attendue des sociaux-démocrates, c'est un véritable séisme qu'a connu le monde politique du pays. Les conservateurs ont réussi à se maintenir au pouvoir en formant un gouvernement avec deux des nouveaux partis populistes, l'un néolibéral, TOP 09, l'autre appelé « Affaires publiques », dirigé par un homme d'affaires.

Après avoir créé son parti, il achète des médias

C'est à ce moment qu'Andrej Babiš décide d'entrer en politique, pour protéger et faire avancer ses intérêts commerciaux, alors qu'il a perdu une partie de ses alliés dans les partis jusqu'ici au pouvoir. En 2011, il lance le mouvement politique ANO, pour « Association des citoyens mécontents », l'abréviation signifiant « oui » en tchèque.

Pour gagner le soutien du public, il affirme qu'en tant qu'homme d'affaires prospère, il en avait assez du niveau de corruption sans précédent qu'il avait rencontré ; que le pays était une terre de gens intelligents gouvernés par des politiciens ineptes ; qu'il utiliserait le savoir-faire qui avait fait son succès dans les affaires au profit de toute la nation.

Babiš a aussi rapidement mis la main sur des médias. Peut-être inspiré par les malheurs du parti « Affaires publiques », discrédité après l'enquête d'un groupe de presse qui en avait révélé les scandales internes, le patron d'Agrofert a acheté le groupe de presse en question (Mafra) en 2013. Ainsi, à l'orée de sa carrière politique, il devient également l'un des principaux propriétaires de médias du pays, puis l'un des plus grands éditeurs de presse de la République tchèque.

De ministre des Finances à Premier ministre

En 2013, le gouvernement de droite, menant une politique d'austérité totalement impopulaire, s'effondre. Des élections anticipées ont lieu. Babiš est prêt. Il sort du scrutin

avec son parti ANO juste derrière les sociaux-démocrates, et entre dans un gouvernement de coalition à leurs côtés. Le grand patron de l'agrochimie devient alors ministre des Finances.

Il semble alors tout à fait possible que quelque chose de positif puisse sortir de son mouvement. Mais plusieurs années d'enquête ont été nécessaires pour révéler que l'homme et son récit avaient en fait deux faces. Celle qu'il présentait au public, l'autre à cacher à tout prix.

Quand Andrej Babiš fait campagne avec le slogan « *Je vais diriger le pays comme une entreprise* », il nous a semblé intéressant d'aller observer par nous-mêmes comment ses entreprises, justement, étaient dirigées, et ce que ses employés et partenaires commerciaux en avaient à dire.

Au cours de cette enquête, nous avons entendu l'histoire de la prise de contrôle hostile de la société agricole Agro Jevišovice, à coups de pressions psychologiques et de promesses non tenues. Nous avons entendu l'histoire d'une coopérative de bouchers qui avait réussi à se maintenir en dépit de la campagne de privatisation néolibérale d'après 1989. Ils avaient construit la plus grande usine de transformation de viande de République tchèque, pour voir ensuite Andrej Babiš en prendre le contrôle.

Nous avons entendu l'histoire d'une société agricole innovante, qui avait construit un programme d'agriculture communautaire, mais qui a été reprise et ruinée par Babiš. Nous avons également vu des travailleurs étrangers employés dans des conditions épouvantables dans une usine de volaille de Babiš en Bohême du Sud. Nous avons été poursuivis en justice par la société de Babiš après la publication de ces révélations. L'affaire a été abandonnée lorsqu'il est devenu évident que notre enquête était solide.

Nous avons constaté que la qualité de la production a chuté de façon spectaculaire dans toutes les entreprises qu'il a reprises. La raison : sa volonté de réduire les coûts par tous les moyens possibles. Nous avons découvert comment Andrej Babiš a créé toute une machinerie dédiée aux opérations de rachat hostiles. Il en a entrepris des centaines. Il employait même des spécialistes chargés d'organiser ces acquisitions pour lui.

Les subventions européennes, les réductions d'impôts et les incitations de l'État constituent une part importante de ses revenus

Avec l'expansion de sa société Agrofert, il est devenu à la fois essentiel et possible pour Andrej Babiš d'influencer les politiques publiques d'une manière qui servirait ses intérêts. Les subventions nationales et européennes, les réductions d'impôts et les incitations de l'État ont commencé à constituer une part de plus en plus importante des revenus de l'entreprise.

L'usage des subventions agricoles européennes par Agrofert est particulièrement flagrant dans le cas du biocarburant. L'UE subventionne le colza, sous prétexte de lutter contre le changement climatique. En République tchèque, le diesel doit maintenant contenir au moins 6% de biocarburant au colza, dont le groupe de Babiš est un grand producteur. L'homme d'affaires s'est assuré que le régime tchèque de subventions aux agrocarburants n'autoriserait que l'ester méthylique de colza et non l'ester méthylique de tournesol. La raison ? Il possède une importante installation de transformation d'huile de colza en ester méthylique, alors qu'il n'a pas d'activité dans le domaine de l'huile de tournesol.

La plus grande partie des revenus d'Agrofert dans le secteur du colza provient en fait du cœur même des activités de Babiš : la vente d'engrais et de pesticides. La production très intensive de colza nécessite environ sept fois plus d'intrants agrochimiques que les cultures conventionnelles courantes comme le blé ou le maïs. Tout l'argent pour ces intrants finit lui aussi dans les bilans d'Agrofert. La société tire aussi des revenus de l'entreposage, du nettoyage et du séchage du colza récolté. Au total, tout cela représente des bénéfices estimés à un minimum de 60 à 100 millions d'euros par an.

Purge au ministère de l'Environnement

Dans ce contexte, il est de la plus haute importance pour Babiš de contrôler le ministère de l'Environnement. Il en a fait une priorité absolue lors des négociations de coalition avec les sociaux-démocrates en 2013. Il est finalement parvenu à faire nommer à ce poste Richard Brabec, l'un de ses partenaires les plus sûrs, puisqu'il est l'ancien directeur de l'une des grandes usines chimiques du groupe Agrofert, Lovochemie.

Peu après être devenu ministre, Richard Brabec a orchestré une purge de l'Inspection environnementale, l'organisme chargé de faire respecter les lois environnementales et de punir les sociétés qui les enfreignent. Dans la ville de Kroměříž, en Moravie centrale, les activités de deux entreprises d'Agrofert, une usine de transformation de viande et une installation agro-industrielle, avaient des conséquences désastreuses pour la population locale. Les habitants souffraient de l'exposition à la fumée utilisée pour la transformation de la viande. Leurs maisons étaient fissurées à cause de l'utilisation de machines lourdes. Les normes en matière de poussière et de bruit étaient régulièrement bafouées. Mais une fois le proche de Babiš arrivé au ministère de l'Agriculture, tout cela n'a plus guère préoccupé l'Inspection de l'environnement.

Bien sûr, le fait que Babiš contrôle des pans entiers et toujours plus vastes du paysage médiatique l'a aidé à détourner l'attention publique de ces faits. Après la reprise de nombreux médias par le milliardaire, les histoires locales et régionales comme celle de Kroměříž ne sont presque plus couvertes.

Une bataille pour la démocratie en République tchèque et dans l'Union européenne

Après les élections générales de 2017, la situation n'a fait qu'empirer. Malgré les efforts de la société civile et des journalistes indépendants pour exposer les véritables motivations du projet politique d'Andrej Babiš, il a réussi à remporter près de 30% des voix, aidé par l'absence d'alternative convaincante au sein des autres partis. Même l'enquête pour fraude présumée aux subventions de l'UE dont il fait alors l'objet (pour la construction d'une somptueuse villa personnelle), n'a pas diminué sa base politique. Ni le fait qu'il ait réussi à plus que doubler sa fortune personnelle au cours de ses quatre années au ministère des Finances, de 2013 à 2017.

Il n'a toutefois pas obtenu la majorité absolue à l'issue des élections. Il a dû se chercher des alliés au Parlement, qu'il aurait pu trouver auprès d'un parti nationaliste xénophobe d'extrême droite et auprès des communistes qui, dans le cas tchèque, sont plus proches d'un parti traditionaliste et nostalgique de l'ancien régime que d'une gauche progressiste. Mais ces deux partis auraient été un fardeau trop lourd pour sa réputation. Babiš a finalement réussi à convaincre les sociaux-démocrates, très affaiblis, de jouer le rôle de partenaires juniors de sa coalition.

Car Babiš a de plus en plus besoin de soigner son image, en particulier auprès des institutions européennes, qui ont commencé à réagir face au siphonnage en règle des subventions pratiqué par Agrofert. Une enquête officielle de la Commission européenne a conclu qu'Andrej Babiš, bien qu'il ait affirmé avoir officiellement rompu ses liens avec la société Agrofert, restait le bénéficiaire final des subventions de l'UE. L'UE a même exigé que la République tchèque rembourse les subventions illégalement accordées à Agrofert [2]. Le gouvernement tchèque a refusé.

Les plus grandes manifestations depuis 1989

Les efforts d'Andrej Babiš pour consolider son emprise ont aussi été ralentis par l'évolution de la situation intérieure. L'enquête sur une fraude présumée liée à sa villa personnelle se poursuit. Une éventuelle mise en accusation, aboutissant à des poursuites pénales contre lui et certains membres de sa famille, est toujours possible.

En outre, un mouvement de protestation a émergé depuis 2018. Le mouvement « Un million de minutes pour la démocratie » a organisé les plus grandes manifestations que la République tchèque a connu depuis 1989 [3].

L'an dernier, il est aussi apparu qu'Andrej Babiš aurait fait enlever son fils en Crimée pour entraver l'enquête sur l'affaire de sa villa [4]. Jusqu'à ce jour, personne ne sait où se trouve son fils, toujours recherché par la police tchèque. De leur côté, les journalistes des médias publics ou des petites plateformes indépendantes en ligne sont attaqués comme étant « anti-Babiš ». De nombreux médias se sont adaptés, en traitant comme normales certaines des transactions les plus scandaleuses du Premier ministre et patron d'Agrofert.

Alors que la société civile tchèque et les vestiges des médias libres résistent encore, le rôle de l'Union européenne est absolument crucial. Les subventions européennes ne doivent pas finir dans les poches de la nouvelle classe des oligarques post-soviétiques d'Europe centrale et orientale.

► Photos montées en une : Pixabay, [CC Palácio do Planalto via flickr](#), [CC Šjů via Wikimedia Commons](#).

Andrej Babiš

Pays : République tchèque

Fortune : 3,5 milliards d'euros

= plus de 540,000 années du salaire minimum tchèque

= plus de 130,000 années du salaire moyen tchèque

Entreprise : Agrofert

Secteurs : agriculture, chimie, médias

► Crée son parti, ANO, en 2011

► Devient ministre des Finances en 2013

► Devient Premier ministre en 2017

Notes

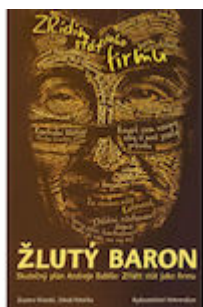
[1] Jakub Patočka et Zuzana Vlasatá sont les auteurs de l'ouvrage, *Žlutý baron*, Le baron jaune, publié

en 2017, fruit de plusieurs années d'enquêtes sur les activités d'Andrej Babiš.

[2] Voir cet [article](#) d'*Euractiv*.

[3] Voir cet [article](#) du *Monde* et [celui-ci](#) du *Guardian*.

[4] Voir à ce sujet cet [article](#) du *Monde*.



Jakub Patočka et Zuzana Vlasatá, journalistes au journal quotidien en ligne tchèque *Deník Referendum*, et auteure de l'ouvrage *Žlutý baron*, Le baron jaune, publié en 2017, fruit de plusieurs années d'enquête sur l'ascension d'Andrej Babiš.

Traduction depuis l'anglais : Rachel Knaebel.



ENCO

EUROPEAN NETWORK OF
CORPORATE OBSERVATORIES

Cette enquête est le fruit d'une collaboration entre l'[Observatoire des multinationales](#) et des organisations et médias européens dans le cadre du réseau ENCO (European Network of Corporate Observatories), Observatoire européen des multinationales.

La source originale de cet article est [Observatoire des multinationales / ENCO](#)

Copyright © [Jakub Patočka](#) et [Zuzana Vlasatá](#), [Observatoire des multinationales / ENCO](#), 2020

Articles Par : [Jakub Patočka](#) et
[Zuzana Vlasatá](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca